

LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE MOBILISONS-NOUS !

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeable et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « *La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire.* »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux côtés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.
- Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.
- Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.
- Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

PREMIERS SIGNATAIRES

Jean-Claude **AMARA**, *Droits devant* ; Gérard **ASCHIERI**, *secrétaire général de la FSU* ; Françoise **AUDOUZE**, *directrice de recherches au CNRS* ; Pierre **BAUBY**, *CELSIG* ; Claude **BERNARD**, *président de l'UNRPA* ; Robert **CASTEL**, *directeur d'études à l'EHESS* ; André **CHASSAIGNE**, *président de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, député* ; Pierre **CONCIALDI**, *économiste à l'IREs* ; Annick **COUPE**, *porte-parole de l'Union syndicale Solidaires* ; Didier **DAENINCKX**, *écrivain* ; Georges **DEBREGEAS**, *Sauvons la Recherche* ; Bernard **DEFAIX**, *président de la Convergence nationale des Services Publics* ; Jean-Paul **DEMOULE**, *ancien président de l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive* ; Monique **DENTAL**, *Fondatrice du Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures »* ; Bernard **DEROSIER**, *président du Conseil supérieur de la Fonction Publique Territoriale, député* ; Marie-Madeleine **DIEULANGARD**, *membre du CES* ; Denis **DUBIEN**, *directeur territorial* ; Jean-Pierre **DUBOIS**, *président de la Ligue des Droits de l'Homme* ; Jean-Michel **DUCOMPTE**, *président de la Ligue de l'Enseignement* ; Pierre **DUHARCOURT**, *membre du CES* ; Jean-Baptiste **EYRAUD**, *porte-parole de la Fédération Droit au Logement* ; Alain **FAUCONNIER**, *président d'honneur de la Coordination de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, maire* ; Nathalie **FERRE**, *présidente du Gisti* ; Jacques **FOURNIER**, *conseiller d'État honoraire* ; Jean **GADREY**, *économiste* ; Didier **GELOT**, *fondation COPERNIC* ; Jean-Pierre **GIACOMO**, *Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL)* ; Pascale **GONOD**, *professeure des Universités* ; André **GRIMALDI**, *professeur de médecine, chef du service de diabétologie CHU Pitié Salpêtrière* ; Gilles **GUGLIELMI**, *professeur des Universités Droit public* ; Faride **HAMANA**, *président FCPE* ; Jean-Marie **HARRIBEY**, *co-président d'ATTAC* ; Liêm **HOANG-NGOC**, *économiste* ; Yves **JEAN**, *universitaire* ; Samy **JOSHUA**, *universitaire Didactique des sciences* ; Jean **LABROUSSE**, *ancien Directeur de la Météorologie Nationale* ; André **LAIGNEL**, *Maire d'Issoudun, Secrétaire Général de l'Association des Maires de France* ; Anicet **LE PORS**, *ancien ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives* ; Anne **LE STRAT**, *fondation COPERNIC* ; Florian **LECOULTRE**, *président de l'Union Nationale Lycéenne* ; Olivier **LECOUR-GRANDMAISON**, *universitaire* ; Christian **LEHMANN**, *médecin généraliste, écrivain* ; Jean **MAGNIADAS**, *syndicaliste, économiste* ; Jacques **MARSAUD**, *administrateur Territorial* ; Roger **MARTELLI**, *fondation COPERNIC* ; Mohamed **MECHMACHE**, *président d'AC Le Feu* ; Philippe **MEIRIEU**, *universitaire sciences de l'éducation* ; Catherine **MILLS**, *universitaire économiste* ; Bertrand **MONTHUBERT**, *sauvons La Recherche* ; Alix **NICOLET**, *présidente de la FIDL* ; Alain **OBADIA**, *membre du CES* ; Michel **PARTAGE**, *président de l'association EAU* ; Patrick **PELLOUX**, *président AMHUF* ; Jean-Marie **PERNOT**, *chercheur IRES* ; Emmanuelle **PERREUX**, *présidente du Syndicat de la Magistrature* ; Jean Baptiste **PREVOST**, *président de l'UNEF* ; Hubert **PREVOT**, *ancien Commissaire au Plan* ; Nicole **QUESTIAUX**, *ancienne ministre de la Solidarité nationale* ; Jack **RALITE**, *ancien ministre de la Santé - États généraux de la Culture* ; Yves **SALESSE**, *fondation COPERNIC* ; Alain **SCHNAPP**, *ancien directeur de l'Institut National de l'Histoire de l'Art* ; Henri **STERDYNIK**, *économiste* ; Fodé **SYLLA**, *membre du CES* ; Danielle **TARTAKOWSKY**, *universitaire historienne* ; Bernard **THIBAUT**, *secrétaire général de la CGT* ; Aurélie **TROUVE**, *co-présidente d'ATTAC* ; Pierre **VOLOVITCH**, *chercheur en économie de l'assurance-maladie*.

Pour signer en ligne : <http://service-public-notre-richeesse.fr>

PRÉNOM	NOM	SIGNATURE

Adresse pour votre pétition :

Service-public-notre-richeesse, 144, boulevard de la Villette, 75019 PARIS

Pour tout contact :

contact@service-public-notre-richeesse.fr